

# Revue de presse



Mardi 16 mai 2023

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information  
D'ORAN

## Un code de déontologie destiné à ses fonctionnaires: Le ministère des Finances veut «moraliser» le secteur

Le ministère des Finances a publié un code de déontologie pour ses fonctionnaires et ses agents, tous grades et postes confondus, visant à "moraliser" le secteur et à préserver son image et sa réputation, a indiqué dimanche un communiqué du ministère.

Ce code, promulgué en vertu de l'instruction ministérielle N 2 signée par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le 4 mai en cours, intervient dans le cadre de la "concrétisation des engagements du Gouvernement", et "des efforts de promotion du secteur", précise la même source relevant que ce document vise à "instaurer un environnement juridique et moral en milieu professionnel".

Le code qui souligne "la nécessité de se tenir aux devoirs généraux de respect de l'autorité de l'Etat et de la sauvegarde des intérêts de la nation", décrit "un ensemble de règles et de principes que tout fonctionnaire et agent du ministère des Finances doit constamment respecter et s'y conformer à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, de manière à encourager l'honnêteté, l'intégrité et la responsabilité, conformément aux lois et aux règles de bonne conduite en vigueur". Ce code de déontologie s'articule essentiellement autour de la "loyauté, au service de la société et des citoyens et à l'égard de l'autorité

constituée, la nécessité de faire preuve de discipline, d'honnêteté et d'intégrité, de probité, de moralité et de bonne conduite". Il s'agit également, selon la même source, du "respect du secret professionnel, de la nécessité de faire preuve de professionnalisme et de compétence, de diligence et de célérité, de confraternité, d'assiduité, et d'une veille permanente à garantir un service public de qualité".

Les fonctionnaires et agents des Finances sont tenus en vertu de ce code au "respect des citoyens et à la courtoisie, l'obligation de neutralité et d'impartialité, l'information des citoyens, à l'obligation de vigilance cybernétique, et l'éloignement des conflits d'intérêts, la responsabilité et la reddition des comptes".

Selon cette instruction ministérielle, les règles édictées dans le code de déontologie doivent être prises en compte lors de l'évaluation des fonctionnaires et agents candidats à la promotion, ajoute le communiqué affirmant que "ces règles doivent être généralisées et enseignées lors des périodes de stage auxquelles sont soumis les candidats à une fonction ou à un poste public".



**Longtemps marginalisée, l'élite algérienne est en passe d'occuper la place qui lui sied au sein de la société, notamment en matière d'emploi et de salaire.**

Désormais, les titulaires de diplômes de magistère et de doctorat seront recrutés dans les postes universitaires. La proposition émanant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été approuvée par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres, tenu dimanche dernier.

Le président a ordonné, dans le cadre de son engagement auprès des enseignants universitaires, la révision des salaires des enseignants du supérieur et des chercheurs universitaires, tous grades scientifiques confondus. Enjoignant de lui soumettre des propositions dans les meilleurs délais, car l'Etat doit accorder un intérêt particulier à cette catégorie, qui constitue la matière grise et la soupape de sécurité de l'Algérie dans tous les secteurs, est-il souligné à travers le communiqué de la présidence de la République.

Aussi, il a instruit le gouvernement de préparer une révision globale du statut des enseignants du supérieur en accord avec la dynamique et la nouvelle stratégie du secteur et de redoubler d'efforts pour attirer davantage d'étudiants

dans les spécialités et filières scientifiques, qui représentent le réservoir de la nation pour les différentes institutions de l'Etat. Non sans souligner la nécessité d'adopter une vision scientifique proactive basée sur l'approche de l'Algérie nouvelle qui prévoit de délaisser les méthodes classiques dans l'enseignement supérieur au profit de la diversification des spécialités au diapason des tendances mondiales.

Concernant la réforme du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), le président Tebboune a salué la coordination et la synergie entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

### **Une commission pour régler définitivement les dossiers Ansej en litige**

Soulignant que les tâches de cette agence consistaient en l'appui et l'accompagnement des jeunes dans leurs activités créatrices de richesses et d'emplois, il a relevé que les dossiers de litiges et de corruption découlant des précédentes politiques de la Issaba, dans le cadre de l'Ansej, doivent être traités à un autre niveau de compétence. Et ce après mise en place d'une commission chargée de les régler de manière définitive, cette mesure ne relevant pas des prérogatives du ministère des Start-up, indique le même communiqué.

Sur un autre registre, le président de la République a rappelé l'importance du d'exploitation du gisement de zinc et de plomb à Oued Amizour (Bejaia), ordonnant de réduire tous les délais liés aux chantiers techniques secondaires pour accélérer l'entrée en exploitation de ce projet, d'autant que l'étape des régularisations administratives est dépassée. L'adoption d'un système de travail en équipes 24h sur 24 est ainsi requise pour faire avancer les travaux, au vu de l'impact positif du projet au niveau national, selon la même source.

Concernant les fermes pilotes (diagnostic et perspectives), le président a affirmé que les résultats de cette conception n'ont pas été à la hauteur des attentes de l'Etat, donnant de ce fait ordre d'élaborer une nouvelle vision approfondie, à soumettre au plus tard dans un mois, qui dégagerait une approche globale à même de mettre en avant le nouveau rôle de ces fermes et le cadre juridique devant les régir et en préserver la pérennité à travers toutes les régions du pays, en fonction de la vocation agricole de chaque région.

Dans ce sillage, le président Tebboune a donné instruction pour transformer les fermes pilotes en pépinières pour les ressources animales et végétales, soit une locomotive pour la recherche et le développement du secteur agricole, dans le

cadre du processus de développement de l'économie nationale, soulignent les termes du communiqué de la présidence.

Pour ce qui est du projet de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier, le président de la République a souligné, avant son approbation, l'impératif de fixer et déterminer l'objectif de sa révision dans le contexte de l'actualisation et l'adaptation du rôle des forêts et du patrimoine forestier dans le développement et la promotion de l'économie nationale. Instruisant également le gouvernement d'accorder davantage de facilitations aux familles algériennes qui œuvrent à hisser le rendement du secteur agricole, à travers l'exploitation des espaces forestiers, et ce pour doubler les revenus de ces familles de manière optimale et non nuisible au couvert forestier, ni à l'environnement.



## **CNMA: indemnisation de 13.000 agriculteurs en 2022**

Pas moins de 13.000 agriculteurs ont été indemnisés par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) en 2022, soit environ 7 milliards de DA d'indemnisations, a affirmé dimanche à Alger le Directeur général de la Caisse, Cherif Benhabilès.

Intervenant sur les ondes de la radio algérienne (Chaîne 3), M. Benhabilès a indiqué que "13.000 agriculteurs ayant un contrat d'assurance ont été indemnisés dans les meilleurs délais en 2022", appelant à la généralisation de l'assurance agricole en Algérie.

Il a affirmé, dans le même sillage, que les délais de traitement des dossiers d'indemnisation ont été réduits afin de pouvoir répondre aux attentes des agriculteurs, en soulignant toutefois que le niveau de l'indemnisation agricole est tributaire "des primes et de la qualité de l'assurance".

Interrogé sur le taux de couverture d'assurance des exploitations agricoles existantes, M. Benhabilès a indiqué que la proportion se situe entre 24 et 25%, la qualifiant de "très faible".

A juste titre, il a estimé nécessaire de mettre en place un dispositif des calamités agricoles et rendre l'assurance agricole "obligatoire" afin d'impliquer les agriculteurs à la gestion des risques.

A une question sur "l'assurance sécheresse" qui n'est pas intégrée comme étant "calamité naturelle", M. Benhabilès a expliqué qu'un projet de dispositif des calamités intégrant la sécheresse avec un accompagnement juridique a été soumis aux autorités concernées, souhaitant que ce projet soit "pris en considération dans les plus brefs délais".

Evoquant la généralisation de la culture d'assurance agricole, il a estimé nécessaire de réfléchir sur l'éventualité d'une "subvention de la prime d'assurance au profit des agriculteurs et les éleveurs, au moins pour une certaine période" afin de développer cette culture et créer une véritable dynamique dans ce domaine. "Nous avons également préconisé la création d'une agence pour la prévention des risques agricoles qui peut jouer un rôle déterminant et être le coordinateur entre le secteur de l'Agriculture et les acteurs, que se soit des compagnies d'assurances ou des agriculteurs par le biais des conseils interprofessionnels", a-t-il soutenu.

Pour lui, une telle agence aura également pour mission "la gestion de la partie subvention, l'accompagnement des agriculteurs et la mise en place des plans nationaux d'assurances".

L'invitée de la rédaction, qui est également vice-président de l'Organisation africaine des assurances (OAA), a abordé la 49ème Conférence et l'Assemblée générale de cette organisation, qui sera organisée du 27 au 31 mai à Alger sous le thème "La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique".

M. Benhabilès a expliqué que cet important événement, dont il est le président du comité local de préparation, sera l'occasion pour des échanges d'expériences entre les acteurs du marché africain et international des assurances et ce, pour l'accompagnement des programmes socio-économiques destinés à assurer et préserver la sécurité alimentaire dans les pays africains.



## **Al-Salam Bank-Algérie s'allie avec deux institutions de la BID**

Al-Salam Bank-Algérie a signé à Djeddah deux accords de coopération avec la Société Islamique pour le Développement du secteur privé (ICD) et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (Itfc), relevant de la Banque Islamique de Développement (BID), pour l'accompagnement des entreprises algériennes en matière de financement de projets, du commerce et de

l'export, a indiqué dimanche un communiqué de la Banque. La cérémonie de signature de ces accords s'est déroulée en marge de la réunion annuelle de la BID, tenue du 11 au 13 mai, en présence du P-DG d'Al-Salam Bank Algérie, Nasser Haïder, et du Directeur exécutif des deux institutions, Salem Sonbol, ajoute le communiqué.

«Al-Salam Bank-Algérie, bénéficiera de l'expérience des deux institutions membres de la BID pour l'accompagnement des usagers et des entreprises algériennes souhaitant investir ou encore développer leurs projets en Algérie», conclut le communiqué.



## **Le pétrole démarre la semaine en légère hausse**

### **Le gaz plonge**

Le contrat à terme du TTF néerlandais, référence européenne, d'échange du gaz, a touché les 31,65 euros le MWh, un nouveau plus bas depuis près de deux ans.

Les prix du gaz ont chuté de près de 57% depuis le début de l'année. Les prix du gaz ont chuté de près de 57% depuis le début de l'année.

Le gaz naturel vole quelque peu la vedette au pétrole en ce début de semaine. Deux directions à fortunes diverses pour les deux ressources énergétiques qui constituent l'essentiel des exportations algériennes. Les prix du gaz naturel sont en déclin alors que ceux du pétrole se maintiennent à un niveau plutôt satisfaisant. Hier vers 10h30, heure algérienne, le contrat à terme du TTF néerlandais, bourse virtuelle du gaz, considéré comme la référence européenne, évoluait à 32,91 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir touché les 31,65 euros le MWh, un nouveau plus bas depuis près de deux ans.

Il faut savoir que le gaz naturel européen a chuté de près de 57% depuis le début de l'année, mais évolue toujours à des niveaux élevés comparé aux années précédentes. En 2020, le gaz fluctuait autour des 15 euros le MWh. Une détérioration attribuée à la hausse des températures. Ce qui a pour conséquence d'affaiblir la demande. «La demande diminue à mesure que le temps se réchauffe», expliquent les analystes d'Energi Danmark, qui s'attendent à «de nouvelles pertes dans les mois à venir». Mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est ce même réchauffement qui pourrait booster les cours. «Une vague de chaleur en Europe ou en Asie pourrait augmenter la demande de gaz pour (la climatisation) et modifier l'évolution», mettent-ils cependant en garde.

Une information de taille devrait provoquer l'étincelle si elle s'avérait exacte. Les pays du G7 et de l'Union européenne vont interdire les importations de gaz via les gazoducs russe, citant des sources impliquées dans les négociations actuelles, rapportait dimanche le Financial Times, quotidien économique et financier britannique, considéré comme le quotidien économique de référence en Europe. Il faut se souvenir que le prix du gaz naturel européen a été propulsé à des niveaux extrêmes, proches de son record historique de 345 euros le MWh atteint pour les mêmes raisons lorsque la Russie a fermé ses vannes en 2022 peu après le début du conflit armé russo-ukrainien. Si les informations du Financial Times s'avéraient exactes, ce serait «la première fois que le commerce du gaz par gazoduc est bloqué par les puissances occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine», notent les analystes de DNB, qui soulignent cependant qu'il s'agirait là d'une mesure «hautement symbolique».

Avant le début du conflit qui l'oppose à l'Ukraine, la Russie fournissait environ 40% des importations de gaz européennes, contre moins de 10% actuellement selon les estimations de DNB. «S'il est peu probable que ces mesures aient des effets immédiats sur les flux de gaz, elles soulignent la détermination profonde de Bruxelles à s'affranchir rapidement, mais douloureusement, de décennies de dépendance à l'égard de l'énergie russe», expliquent les analystes de plus grande banque et entreprise du secteur financier de Norvège. De nouvelles tensions sur le prix du gaz en perspective.

On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs. Elle pourrait valoir son pesant de MWh. Côté pétrole c'est plutôt une certaine accalmie qui prévaut. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, pour livraison en juillet valait 74,56 dollars, hier, à 13h45. Soit 39 cents de plus que la séance précédente. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, progressait de 38 cents de son côté, à 70,42 dollars.

La reprise des exportations de l'Irak qui attend encore un «accord final» avec la Turquie avant de pouvoir reprendre les exportations de pétrole du Kurdistan, interrompues depuis plus d'un mois, pourrait changer la donne. Le gouvernement fédéral irakien avait annoncé une reprise des exportations dès le 13 mai, mais les autorités du Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak, ont ensuite tempéré cet optimisme. Un alarmisme côté consommation qui doit être «douché» par le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole publié le 11 mai. L'Opep prévoit une augmentation de la demande mondiale de pétrole de 2,3 millions de barils par jour en 2023 par rapport à l'année dernière. Suffisant pour éviter une détérioration des prix? À voir...

## "الشروق" رافقت عملية الدخول لدى مصالح الجمارك بميناء الجزائر ..كل إجراءات السيارات أقل من 3 سنوات

باشرت مصالح الجمارك منذ أسابيع، عمليات جمركة السيارات المستعملة أقل من 3 سنوات ومن طرف المواطنين، عبر إجراءات مبسطة أغلبها معلوماتي عبر نظام خاص، تتيح خروج المركبة من الميناء في ظرف 10 دقائق وحصول صاحبها على سند العبور الجمركي، إضافة إلى تفاصيل الرسوم المستحقة الواجب دفعها وتفاصيل أخرى. ورافقت "الشروق" مصالح الجمارك، أين وقفت على عمليات جمركة سيارات مستعملة أقل من 3 سنوات، حيث توجهنا إلى ميناء العاصمة، برفقة المكلف بالاتصال بالمديرية الجهوية للجمارك الجزائر ميناء، المفتش عميد توم مسعود، بالتزامن مع قدوم باخرة الشركة الوطنية للنقل البحري للمسافرين "باجي مختار 3".

### هذه الوثائق اللازمة لخروج السيارة من الميناء

أول محطة في جولتنا قادتنا إلى المفتشية الرئيسية للفروع، التي تعتبر أول محطة يقصدها صاحب السيارة المستوردة، حيث أكد لنا المفتش الرئيس للفروع، أفارو عبد الغني، أن المصلحة تستقبل ملف صاحب السيارة المكون من 6 وثائق إلزامية. وأوضح هذا الضابط الجمركي، أن مستورد السيارة أقل من 3 سنوات وجب عليه تقديم وثيقة هوية سواء بطاقة التعريف الوطنية البيومترية أو جواز السفر أو رخصة السياقة البيومترية أيضا، وهذا لكون هذه الوثائق تتضمن رقما تعريفيا وطنيا. أما ثاني وثيقة يضيف أفارو، فهي شهادة إقامة تثبت أن المستورد يقيم على أرض الوطن، إضافة إلى فاتورة الشراء أو أي وثيقة تحل محلها، وبطاقة الترقيم والمراقبة التقنية في بلد التصدير، إضافة لمحضر الخبرة الذي يسلمه خبير وزارة الطاقة والمناجم (يسلم بمجرد خروج المركبة من الباكسة).

وتزامن تواجدنا بهذه المصلحة مع عملية جمركة باشرتها سيدة من دلس بولاية بومرداس تدعي بوسنة فاطمة الزهراء، اشترت سيارة "فيات تيبو" من بلجيكا بمحرك بنزين، وأودعت ملفا لدى المفتشية الرئيسية للفروع الجزائر- ميناء، للشروع في عمليات الجمركة. وذكرت السيدة بوسنة، أنها لم تكن على دراية بالإجراءات والوثائق اللازمة لعملية الاستيراد، لكنها تلقت الشروحات والتسهيلات اللازمة من طرف مصالح الجمارك من أجل إنهاء العملية.



ووفق الشروحات التي قدمت لنا بعين المكان، فإن المواطنين وجب أن ينتبهوا إلى أول تاريخ وضعت فيه المركبة حيز السير، حيث أن عملية حساب ثلاث سنوات تتم باليوم والشهر والسنة، ما عدا في بعض الحالات التي يقدم صاحب السيارة فيها تبريرات مؤسسة ولفترات قصيرة فقط.

وكيل عبور أو مصرح جمركي إلزامي ونظام معلوماتي لضمان الشفافية ولمباشرة عمليات جمركة المركبة المستعملة أقل من 3 سنوات، وجب على مالكيها التواصل مع وكيل عبور أو مصرح لدى الجمارك بشكل إلزامي، ليقوم بإدخال معلومات عن السيارة ومالكها عبر النظام المعلوماتي المخصص لذلك، وفق ما أوضحتها المفتشة الرئيسة للأنظمة الخاصة بوحديب زينب.

وفي هذا الصدد، وقفت “الشروق” على عملية إدخال معلومات سيارة “فيات تيبو” أقل من 3 سنوات في النظام المعلوماتي للجمارك، من طرف المصلحة لامية لازار لوكيل العبور زكريا، بهدف الحصول على التصريح الجمركي.

وأشارت بوحديب إلى أن النظام المعلوماتي يقوم بعدها بتوجيه الملف إلى المفتش المصفي المعني بدراسة ملف جمركة السيارة، والنظام يختار المفتش المعني بالتصفية بصفة عشوائية، لإضفاء المزيد من الشفافية ولا يكون المصرح لدى الجمارك أو وكيل العبور على علم مسبق بالمفتش الذي سيقوم بجمركة السيارة.

### هكذا تحسب الرسوم الواجب دفعها

انتقلنا بعدها إلى مكتب المفتش المصفي محمد مصطفى حشماوي، الذي أوضح أن مهامه تتمثل في تطبيق فحوى المرسوم التنفيذي 74-23 المتعلق باستيراد السيارات المستعملة أقل من 3 سنوات.

ويشرح المفتش حشماوي، أنه يقوم بفحص عناصر الضريبة من حيث المنشأ والبند التعريفي الخاص بهذا النوع من المركبات والمحرك وغيرها، لتحديد الضريبة (الرسوم) التي ستخضع لها هذه المركبة، والرسوم الواجب دفعها، ومن هنا يتوجه مباشرة إلى الصندوق لدفع المستحقات.

وأوضح المتحدث، أن السيارة بمحرك بنزين أقل أو يساوي 1800 سنتيمتر مكعب يدفع صاحبها 19.62 بالمائة رسوم، موضحا أن هذه النسبة تم احتسابها بناء على الخصم الذي أقره قانون المالية المقدر بـ50 بالمائة، بينما تبلغ 11.42 بالنسبة للسيارات ذات المحرك الكهربائي.

وفي حالة الشك في قيمة الفاتورة المقدمة، فإن عملية إعادة تقييم تفرض نفسها حسب حشماوي، قياسا بالمادة 16 من قانون الجمارك، وتحديد العلاقات التعاقدية من خلال 4 طرق لإعادة التقييم، على غرار المماثلة والمطابقة والمقارنة مع الأرشيف وملفات بموانئ أخرى، موضحا أن اللجوء إلى موقع “لارغيس” هو آخر مرحلة يمكن اللجوء إليها.

ويتم حساب الرسوم الواجب دفعها بسعر صرف الدينار الرسمي، فمثلا سيارة قيمتها 15 ألف يورو في الفاتورة، يتم تحويل القيمة إلى العملة الوطنية بالسعر الرسمي، لتصبح 223

مليون سنتيم (149 دينار مقابل 1 يورو)، وإخضاعها لنسبة 19.62 بالمائة، ما يعني أن مالك السيارة مطالب بدفع 43 مليوناً و8507 ديناراً. وبعد دفع المستحقات في الصندوق يمنح للمالك النموذج 864 الذي يقدم لمهندس المناجم في ولاية إقامته، ليقوم بتسليمه لمصالح البلدية والحصول على البطاقة الرمادية.

10 دقائق للحصول على سند العبور الجمركي والخروج بالسيارة بعد وصول باخرة "باجي مختار 3" وإنهاء عملية الرسو، انتقلنا إلى نهائي الركاب الذي خصص له رواق خاص بجمركة المركبات التي تخرج من الباخرة، سواء الجديدة منها أو المستعملة أقل من 3 سنوات.

وبعين المكان أفاد علاش موسى وهو خبير وزارة الصناعة والمناجم المعتمد لمعاينة المركبات الجديدة والمستعملة، أن عمله يتمحور حول التحقق من سنة تصنيع المركبة المستعملة، وأيضا مراقبة المحرك وكم تبلغ سعته من حيث السنتيمترات المكعبة والوقود المستعمل ديزل أو بنزين، علما أن محرك المازوت ممنوع بالنسبة للمركبات المستعملة أقل من 3 سنوات، كما يتم التحقق من المحرك الهجين هل يشتغل أيضا بالكهرباء أم لا؟ فضلا عن التحقق من الرقم التسلسلي وهل هو أصلي أم لا.

وأوضح نفس الخبير، أنه يقوم بتدوين جميع المعلومات في محضر أو تقرير الخبرة الذي يسلمه المالك بدوره لمصالح الجمارك بغية استخراج سند العبور الجمركي. ويشرح المفتش المصفي بالمديرية الجهوية للجمارك الجزائر ميناء (أنظمة خاصة) محمد مصطفى حشماوي، أنه بعد إنهاء الخبير إجراءات المعاينة، يمكن للمالك أن يقصد شبابيك الجمارك بعين المكان مرفقا بالوثائق اللازمة (5 وثائق سبق ذكرها إضافة لتقرير الخبرة)، للحصول على سند العبور الجمركي، الذي يمكن أن يستخرجه مالك السيارة في ظرف 5 إلى 10 دقائق، وهي إجراءات تهدف لتسهيل العملية ومنح مهلة شهر لصاحب السيارة لتسويتها نهائيا.

وأوضح محدثنا، أن سند العبور الجمركي وجب على مالك السيارة أن يعيده إلى مصالح الجمارك في المكان الذي دخلت منه السيارة أول مرة. وحسب ما قدم لنا من تفاصيل، فإن سند العبور الجمركي (TPD) يتضمن مهلة بشهر واحد، وهي الفترة الممنوحة للمالك كي يسوي وضعية المركبة نهائيا سواء بولاية إقامته أو العودة إلى ميناء الجزائر. وإذا لم يقم المالك بإنهاء كافة عمليات الجمركة، فإنه يتعرض لغرامة مالية قدرها 25 ألف دينار عن كل شهر تأخر فيه عن التسوية.

## "الشروق" تنشر مضمون تقرير "الكناس" لسنة 2022: 394 ألف وظيفة شاغرة في الجزائر!

أماط تقرير المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي "كناس" لسنة 2022، اللثام عن تحسّن المعطيات والمؤشّرات الاقتصادية بشكل كبير مقارنة مع العام الماضي، مع انتعاش المداخيل بالعملة الصعبة وامتلاء صناديق الادخار كاحتياطي النقد الأجنبي وصندوق ضبط الإيرادات، فيما أحصى معدّو التقرير 394 ألف وظيفة شاغرة، 74.3 بالمائة منها في القطاع الخاص.

ويكشف تقرير "الكناس" والذي اطلعت عليه "الشروق"، عن ارتفاع الطلب عن العمل في الجزائر خلال سنة 2022 بنسبة 47 بالمائة، ليصل إلى 3 مليون و884 ألف و919 طلب، فيما بلغ عدد المستفيدين من منحة البطالة مليون و922 ألف و246 شخص مع نهاية السنة، ما يمثّل نصف الباحثين عن العمل، فيما تمّ تسجيل 273 ألف و875 وظيفة منها 43 بالمائة في قطاع الخدمات.

وورد في الوثيقة أن "هذه التوظيفات لم تتمكن من تلبية سوى 7 بالمائة من الطلب، ويرجع ذلك بشكل أساسي إلى أن طالبي العمل الجدد سجّلوا في منحة البطالة، إذ بلغ عدد الوظائف الشاغرة 394 ألف و53 وظيفة سنة 2022، منها 74.3 بالمائة في القطاع الخاص الوطني، و42.7 من إجمالي ما يُوفّره قطاع الخدمات و33.9 بالمائة في القطاع الصناعي."

### 22 ملاحظة حول الوضع الاقتصادي

وتضمّن التقرير 22 ملاحظة حول الوضع الاقتصادي والاجتماعي والبيئي للجزائر خلال سنة 2022، أهمّها تسجيل انطلاقة اقتصادية نتيجة الإصلاحات والتدابير التي اتخذتها السلطات العمومية في جميع القطاعات المنتجة، مثل الصناعة والفلاحة والبناء والأشغال العمومية والطاقة والمناجم، والتي ساهمت في تحسين المجاميع الاقتصادية والاجتماعية. وتراجع النمو العالمي خلال سنة 2022 بـ3.2 بالمائة، وفق التقرير، ويعود ذلك أساسا إلى الحرب الأوكرانية الروسية، ومن المتوقع أن يظل دون المستوى خلال سنتي 2023 و2024 وفقا لتقديرات المؤسسات الدولية، كما بلغ مستوى التضخم العالمي مستوى هو الأعلى خلال العشرين سنة الماضية، ومن المتوقع أن يستمر خلال سنة 2023 بسبب اعتماد سياسات نقدية ومالية توسّعية.

كما شهدت التجارة العالمية اضطرابات في التموين بالسلع، وبلغ متوسط حجم التجارة 4.3 بالمائة، كما ارتفعت تجارة الخدمات العالمية سنة 2022 بنسبة 15 بالمائة لتبلغ 6800 مليار دولار، منها 382 مليار دولار صادرات تمت بالوسائل الرقمية، يضيف التقرير.

وأدت التغيّرات الجيوسياسية والاقتصادية إلى انعكاسات على الوضع الوطني، وسمح ارتفاع منتجات الطاقة بالزيادة في قيمة إيرادات الميزانية لتفوق 7 آلاف مليار دينار، مما سمح بزيادة نفقات الميزانية بنسبة 18 بالمائة حُصّصت لتمويل مشاريع هيكلية، إلى جانب تحسّن

الوضع الخارجي للجزائر بشكل كبير، بفضل الوضع الإيجابي للميزان التجاري الناجم عن ارتفاع صادرات المحروقات، والتحكّم في الواردات، أما فيما يتعلّق بميزان المدفوعات فسجل فائضا بـ 12 مليار دولار، وانتعش احتياطي النقد الأجنبي بنسبة 34.6 بالمائة، ليصل 60.994 مليار دولار. وحسب التقرير، حقّق الميزان التجاري فائضا بقيمة 20.21 مليار دولار، بمعدّل تغطية 150 بالمائة، ومع ذلك فإن تحليل تركيبة الواردات والصادرات حسب فئات الاستخدام، تظهر هيمنة الواردات على الصادرات ماعدا في فئة الزيوت، الأمر الذي يفرض ضرورة مواصلة تنويع الصادرات، وفي إطار الاتفاقيات التفاضلية، عرفت الواردات زيادة بأكثر من 10 بالمائة، خاصة منطقة التجارة العربية الحرة بـ 2.32 مليار دولار والاتحاد الأوروبي بـ 6.78 مليار دولار، أما الصادرات خارج المحروقات فقد ارتفعت بزيادة قدرها 69 بالمائة.

### صندوق ضبط الإيرادات بموارد جديدة

من جهة أخرى، أُعيد تفعيل صندوق ضبط الإيرادات، بعد ارتفاع أسعار المحروقات والمكاسب التي حققتها الضريبة على المحروقات والتي بلغت نهاية سنة 2022 مبلغا قدره 2295 مليار دينار، أي بزيادة قدرها 70 بالمائة، وارتفعت الكتلة النقدية بزيادة عادلّت 14.45 بالمائة، لتصل 22 ألف و174.3 مليار دينار، لزيادة النقد بنسبة 14.83 بالمائة وشبه النقد بنسبة 13.62 بالمائة، وارتفعت الاعتمادات الممنوحة للقطاع الخاص، فيما انخفضت الاعتمادات الممنوحة للقطاع العمومي بنسبة 5.75 بالمائة.

وبلغ النمو المسجل في الاقتصاد الوطني خارج المحروقات 3.7 بالمائة بفضل التقدّم المسجل في قطاعات الزراعة والصناعة والبناء، أما التضخّم فقد بلغ 9.3 بالمائة مرتفعا بنسبة 7.22 بالمائة مقارنة مع السنة التي سبقتها، وقامت السلطات العمومية في مارس 2022 بزيادة في رواتب العمال وإقرار منحة البطالة بداية من مارس 2022، لمواجهة ارتفاع أسعار السلع والخدمات، وأدّى ذلك إلى ارتفاع الاستهلاك لدى الأسر بنسبة 2.8 بالمائة خلال التسعة أشهر الأولى لسنة 2022.

وتميّزت سنة 2022 بسنّ قانون استثمار جديد ووضع نظام محفّز للاستثمار، وشهد قطاع الصناعة نموا بنسبة 5.3 بالمائة بالنظر إلى تحسن الأداء في قطاعات الأغذية الزراعية والمناجم والمحاجر والطاقة، كما يُمثّل قطاع الفلاحة 14.7 بالمائة من الناتج المحلي الإجمالي، ويُشغّل حوالي 11.3 بالمائة من السكان، فيما شهد القطاع خلال الثلاثي الأخير من السنة تطوّرا إيجابيا بنسبة 4.2 بالمائة، وبفضل الإجراءات التحفيزية التي بادرت بها السلطات العمومية، ارتفع الإنتاج الفلاحي ليصل 4500 مليار دينار سنة 2022، مقابل 3500 مليار دينار سنة 2021 أي بزيادة قدرها 28.57 بالمائة.

### 2.8 مليون سائح أجنبي زاروا الجزائر

وسجّل قطاع المحروقات نموا خلال الثلاثي الثالث للسنة الماضية، بنسبة 2.1 بالمائة والمناجم والمحاجر بنسبة 4.4 بالمائة، وشهد قطاع السياحة تحسّنا بمعدّل نمو يقدر بنسبة 35 بالمائة، وشهدت السياحة الوافدة زيادة قدرها 91.04 بالمائة، أي بما يعادل 1.398 مليون

سائح، وسجلت السياحة الخارجية انتعاشا بنحو 2.864 مليون سائح، وبلغ عدد المتخرجين من الجامعات 222 ألف و866 مُتخرجا وقد تميّز التكوين المهني بإدخال تخصصات جديدة تُلبّي احتياجات الاقتصاد الوطني، لاسيما النشاطات الاستراتيجية المُدرجة في برنامج الحكومة.



## السلطات ستتكلّف بدعم جزء من هامش الربح لتشجيع الإقبال عليها نحو تخفيض أسعار السكنات بالبنوك الإسلامية

تتجه البنوك الإسلامية والمصارف والمؤسسات المالية المعتمدة لوكالات ونوافذ وشبابيك مطابقة للشريعة، نحو الإعلان عن تخفيضات في هامش الربح لمنتجات السكن، بمختلف الصيغ، تزامنا مع استفادتها من دعم الهامش، وهو ما سيُخفّض التكلفة التي يتحمّلها الزبون.

ووفق ما علمته "الشروق"، تُحضّر الحكومة للتكفل بدعم هامش الربح التي تحققها البنوك الإسلامية في الجزائر في عمليات تمويل اقتناء سكنات، بشكل سيدفع الراغبين في الحصول على السكنات إلى إقبال أكبر على المصارف الإسلامية للاستفادة من تمويلات السكن المختلفة على اعتبار أن التكلفة التي يتحملها زبائن هذه البنوك ستخفّض.

وستكشف البنوك الإسلامية وحتى البنوك العمومية المعتمدة للتمويل الإسلامي، قريبا، عن اعتماد هامش ربحية مدعمة، وهو ما يُفيد أن الدولة ستتكلّف بدفع الحصة الأكبر من هامش الربح ولن يدفع المستفيد إلا هامشا ضئيلا. وتندرج هذه الخطوة في إطار تحفيز تنافسية البنوك الإسلامية، التي تركز على تقديم خدمات بنكية تشاركية، كانت ضعيفة في سوق تمويل السكن بالجزائر، جراء استفادة البنوك الكلاسيكية من تطبيق نسب فوائد ميسرة تتراوح ما بين 1 و3 بالمائة بقرار حكومي تم اعتماده منذ أكثر من 10 عشر سنوات.

وتواجه البنوك الإسلامية التشاركية مشكل الإقبال الضئيل، على اعتبار أن هامش أرباحها في هذا المجال تتراوح ما بين 6 إلى 8 بالمائة، وبالتالي يجد زبائنها أنفسهم يدفعون تكلفة أكبر لاقتناء سكنات مقارنة مع ما يدفعه زبائن البنوك الكلاسيكية.

ويأتي القرار الحكومي الجديد، في سياق فتح المجال للخدمات المصرفية التشاركية للتطور أكثر في السوق المالية الجزائرية، والمساهمة في الشمول البنكي ومحاولة امتصاص الأموال المتداولة في السوق الموازية.

ومن المتعارف عليه، أن فئة كبيرة من الجزائريين يعزفون عن التعامل مع البنوك لأسباب دينية، إذ أن تقليص تكلفة التعامل مع البنوك التشاركية التي تحرص على مطابقة خدماتها مع الشريعة الإسلامية، سيساهم في استقطاب نسب معتبرة من تلك الفئة.

وفيما يخص اقتناء سكن بعقد مبرم مع مرق عقاري عمومي عبر صيغتي "أل أس بي"، و"أل بي أ"، يعادل هامش الربح 1.75 بالمائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40 ألف دينار و108 آلاف دينار، ويعادل الهامش 3.75 بالمائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108 ألف و216 ألف دينار.

وفيما يخص اقتناء سكن بعقد مبرم مع مرق عمومي في صيغة "أل بي بي"، يعادل هامش الربح 3.75 بالمائة، إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108 و540 ألف دينار، وفيما يخص اقتناء سكن في إطار عقد مبرم مع مرق عقاري خاص يعادل الهامش 2.25 بالمائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40 ألف و108 آلاف دينار.

ويعادل الهامش 4.25 بالمائة، إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108 آلاف و216 ألف دينار، وفيما يخص بناء سكن ريفي أو بناء سكن فردي ينجز في شكل مجمع، ويُعادل هامش الربح 2.25 بالمائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40 ألف و108 آلاف دينار، ويعادل هامش الربح 4.25 بالمائة، إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108 و216 ألف دينار.



## بموجب موافقة الحكومة على دعم الصيغ والبنوك الإسلامية خفض هوامش ربح "القروض الحلال" لاقتناء سكن

\* هذه الهوامش المرجعية لاقتناء سكنات بقروض حلال  
\* صيغة السكن والدخل الشهري لتحديد هامش ربح البنوك

قررت الحكومة، تدخل الدولة للتكفل بدعم هوامش الربح التي تحققها البنوك الإسلامية في الجزائر في عمليات تمويل اقتناء سكنات، وهو ما سيشجع الراغبين في الحصول على السكنات على الإقبال على المصارف الإسلامية والصيغ الإسلامية بالبنوك العمومية التي اعتمدت هذه الصيغة ضمن منتجات محفظتها البنكية، وذلك للاستفادة من تمويلات السكن المختلفة على اعتبار أن التكلفة التي يتحملها زبائن هذه الصيغة ستخفض.

وحسب مصادر من جمعية البنوك، فإن اعتماد هوامش ربحية مدعمة والذي شكل مطلب البنوك العمومية والبنوك الإسلامية العاملة بهذه الصيغة، سيجعل الدولة تتكفل بتغطية الحصة الأكبر من هامش الربح ولن يدفع المستفيد إلا هامشا ضئيلا، الأمر الذي سيجعل الشبابيك الإسلامية والبنوك الإسلامية مستقطبة في مجال تمويل اقتناء السكنات، مما سينعكس إيجابا على تنافسيتها خاصة وأن الشبابيك والبنوك الإسلامية التي تعمل على تقديم خدمات بنكية تشاركية كانت ضعيفة في سوق تمويل السكن بالجزائر، جراء استفادة البنوك الكلاسيكية من تطبيق نسب فوائد ميسرة تتراوح ما بين 1 و3 بالمائة بقرار حكومي تم اعتماده منذ أكثر من 10 عشر سنوات، وعادة ما كانت الشبابيك والبنوك الإسلامية التشاركية تلقى إقبالا ضعيفا على اعتبار أن هوامش أرباحها في هذا المجال تتراوح ما بين 6 إلى 8 بالمائة، وبالتالي يجد زبائنها أنفسهم يدفعون تكلفة أكبر لاقتناء سكنات مقارنة مع ما يدفعه زبائن الشبابيك والبنوك الكلاسيكية.

القرار الحكومي الجديد، والذي يعتبر تكفلا بانشغال البنوك والشبابيك الإسلامية، يأتي في سياق فتح المجال للخدمات المصرفية التشاركية للتطور أكثر في السوق المالية الجزائرية، والمساهمة في الشمول البنكي ومحاولة امتصاص الأموال المتداولة في السوق الموازية، خاصة بعد أن عملت الحكومة على مراجعة القانون المتضمن القانون النقدي والمصرفي في سياق إصلاح المنظومة المصرفية وتحسين الخدمة البنكية.

ومعلوم أن فئة كبيرة من الجزائريين تعزف عن التعامل مع البنوك لأسباب شرعية تتعلق بالفوائد، وفي حال ما إذا تم تقليص تكلفة تعامل مع البنوك التشاركية التي تحرص على مطابقة خدماتها مع الشريعة الإسلامية من المتوقع استقطاب نسبة معتبرة من تلك الفئة.

وبحسب مصادر "المساء" فإن غالبية الشبابيك والبنوك الإسلامية، تقترح كأرضية مرجعية لاقتناء مختلف الصيغ ويتعلق الأمر باقتناء سكن بعقد مبرم مع مرق عقاري عمومي في صيغة LSP /LPA فيدفع الزبون هامش 1.75 % إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دج و108000 دج، وإذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و216000 دج فهامش الربح يصل إلى 3.75 %

وفي حال اقتناء سكن بعقد مبرم مع مرق عمومي في صيغة الترقوي المدعم فهامش الربح يكون عند 3.75% إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و540000 دج، وفي حال اقتناء سكن في إطار عقد مبرم مع مرق عقاري خاص فهامش الربح يكون عند نسبة 2.25% إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دج و108000 دج ويصل الهامش إلى 4.25% إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و216000 دج.

أما في صيغة السكن الريفي أو بناء سكن فردي ينجز في شكل مجمع فالهامش يصل إلى 2.25% إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دج و108000 دج، ويصل الهامش إلى 4.25% إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و216000 دج.

**ALLOCATION TOURISTIQUE-BUREAUX DE CHANGE OFFICIELS**

# Des outils pour venir à bout du marché informel

**L'Algérie est en pleine révolution économique. De tous les «combats» auxquels est confronté le pays pour l'instauration d'un nouvel ordre économique, il en est un qui, tout particulièrement, requiert la prise d'une batterie de mesures majeures des autorités du pays : le marché parallèle et son corollaire, le marché noir des devises.**

Si le marché noir des devises prospère en Algérie, l'inexistence d'un marché de change ouvert, avec toutes les règles le régissant, y est pour quelque chose, du moins en partie. Un marché noir qui doit sa vie à l'existence depuis toujours d'une demande que la législation algérienne en vigueur n'autorise à satisfaire que de façon très modique. Une instruction de la Banque d'Algérie datant de septembre 1997 fixe le montant annuel de l'allocation touristique à l'équivalent de 15 000 DA en euros. Soit aux alentours de 100 euros par les temps qui courent. Le montant dérisoire de l'allocation touristique est une des raisons essentielles qui fait que le marché parallèle des devises continuera à bien se porter, les résidents algériens en quête de monnaie étrangère pour les besoins d'un voyage pour une raison ou une autre, parfois pour des raisons beaucoup plus sérieuses que le tourisme, n'ont ainsi que le choix de se rabattre à leur corps défendant sur le marché noir qui n'en finit pas de prospérer, la demande étant très forte. Depuis des années, le prétexte avancé par les autorités monétaires du pays, en guise d'argument pour renvoyer aux calendes grecques la revue à la hausse du montant en devises accordé légalement aux Algériens, a été le déficit de la balance des paiements et la préservation des réserves de change soumises à un fort amenuisement pendant plusieurs années, entre autres raisons principales, comme à l'époque où M. Lakssaci présidait aux destinées de la Banque d'Algérie, il y a une dizaine d'années environ, rejetait de façon

offrant une large panoplie de solutions aux détenteurs de capitaux en monnaies étrangères destinées au marché parallèle de devises pour échapper à leur élimination. Ce serait même un parfait moyen pour donner encore des ailes aux taux de change parallèles, puisqu'on peut être sûr que le besoin de devises, comme toute autre marchandise, subsistera au grand bonheur des réseaux de cambistes d'un genre pas très fréquentable, qui prospèrent à travers tout le pays. Eu égard à l'offre officielle très restreinte de devises, la demande perdurera sur le marché informel. La forte demande de devises, depuis quelques années notamment, est suscitée entre autres par ces milliers d'Algériens en quête d'un visa aux

quels une des garanties principales exigées pour espérer obtenir le précieux sésame est de justifier des ressources en monnaie étrangère. Ce n'est sans doute pas l'allocation touristique de 15 000 DA en monnaie étrangère qui offre la meilleure garantie aux demandeurs de visa. Ceux-ci vont inévitablement aller augmenter les rangs des clients des cambistes au noir. Le comble dans l'histoire c'est qu'une grande partie des devises acquises sur le marché parallèle finit en banque sous forme de comptes ouverts en bonne et due forme par les demandeurs de visa.

Dans le but de lutter contre le marché des changes parallèle des devises, une série de mesures a été prise. La législation algérienne a

## LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

# Les sénateurs émettraient des réserves sur l'article 33

**Les membres du Conseil de la Nation réédifieraient, aujourd'hui mardi, le scénario du 13 avril dernier, quand ils avaient émis des réserves sur une disposition du projet de loi relatif à la loi sur l'information.**

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - De sources proches de la Chambre haute du Parlement, les sénateurs émettraient des réserves sur une disposition du projet de loi bancaire et monétaire autour duquel ils avaient débattu la semaine écoulée et qu'ils devraient adopter ce matin. Il s'agit de l'article 33 dudit texte qui traite de l'obligation faite au gouverneur de la Banque d'Algérie de présenter son rapport annuel par-devant les seuls députés qui ont également la latitude d'en débattre. Une disposition qui exclut les membres de la Chambre haute du Parlement de cette prérogative. Une «omission» renouvelée lors des moult projets de révision des lois régissant l'activité bancaire en Algérie, pour

financiers du pays et dont les membres du Conseil de la Nation veulent en finir. Des lois dont certaines antérieures à l'institution de la Chambre haute du Parlement, il y a 25 ans. D'ailleurs, dans son rapport préliminaire en vue des débats autour du texte, la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation a émis pas moins de 23 réserves autour du projet de loi monétaire et bancaire. Les sénateurs se sont notamment interrogés sur la limitation de la présentation du rapport du gouverneur de la Banque d'Algérie et des débats autour aux seuls députés.

Et si les sénateurs venaient à émettre des réserves sur cet article 33 du projet de loi monétaire et bancaire, l'option d'une commission parlementaire du Parlement est inévitable, et ce, conformément à l'article 145 de la Constitution. Composée de 20 membres (10 membres pour l'APN et 10 autres membres pour le Conseil de la Nation) en sus de 10 autres membres supplémentaires, selon l'article 89 de la loi organique

l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le gouvernement, elle devra faire l'objet d'une demande du Premier ministre auprès des présidents des deux Chambres parlementaires, selon l'article 145 de la Constitution du 1<sup>er</sup> novembre 2020.

Une composante dont la quote-part de l'APN fera l'objet d'un vote en plénière alors que le bureau de la Chambre haute du Parlement arrêtera la sienne. Une fois officiellement sollicitée, cette commission se réunira dans les 15 jours suivants pour délibérer sur une nouvelle formulation consensuelle dudit article objet de la réserve des sénateurs. Une nouvelle version qui sera soumise par le gouvernement à l'adoption des deux Chambres au cas d'un nouveau désaveu, le gouvernement aura la latitude de demander à l'APN de statuer définitivement en reprenant le texte élaboré par la commission parlementaire, ou à défaut, le dernier texte voté par elle.



## تهدف إلى أخلقة القطاع والحفاظ على سمعته مدونة لأخلاقيات موظفي وأعاون قطاع المالية

باللباقة، والحرص على إعلام المواطنين، وكذا احترام واجب الحياد والموضوعية، وواجب اليقظة السببرانية، إضافة إلى الإبتعاد عن تضارب المصالح، التحلي بالمسؤولية وتقديم الحسابات إلى كل هيئة مخولة".  
ووفقا لتعليمات الوزير، فإنه يتمين مراعاة مجموعة القواعد الواردة في مدونة الأخلاق أثناء تقييم الموظفين والأعاون لدى إقبالهم على ترقية. وخلص بيان وزارة المالية إلى التأكيد على أن هذه القواعد تمثل "ركيزة تريبوية لا غنى عنها، يجب أن تعمم وتلقن في التكوين المقدم أثناء فترات التريبص الاختباري لشغل وظيفة أو منصب عمومي، وعلى جميع موظفي وأعاون المالية دون استثناء الالتزام بأحكامها واحترام قواعدها".

ص. حفيظ

المبادئ يجب على الموظفين والأعاون الامتثال لها أثناء ممارسة مهامهم، بما يشجع الصدق والأمانة وروح المسؤولية، ومراعاة قوانين وقواعد حسن السلوك المعمول بها".  
من جانب آخر، تتركز هذه المدونة أساسا على وجوب "الولاء في خدمة المجتمع والمواطنين، والوفاء للإدارة والسلطة المؤسسة قانونا، التحلي بواجب التحفظ وبالانضباط والأمانة والاستقامة والنزاهة، وكذا الحفاظ على السر المهني، فضلا عن التمتع بالاحترافية والكفاءة والتعجيل والسرعة في تادية المهام، المؤاخذة بما يعود نفعا على القيام بالمهام على أتم وجه، فضلا عن المواظبة والسهر على ضمان مرفق عام ذي نوعية".  
ويتمين على موظفي وأعاون القطاع، حسب نفس المدونة، "احترام المواطنين والتحلي

● بهدف أخلقة القطاع والمحافظة على سمعته وترقية صورته، أصدرت وزارة المالية مدونة لأخلاقيات موظفيها وأعاونها، وذلك بغض النظر عن رتبهم ومناصبهم.  
أشار بيان صادر عن وزارة المالية إلى أن هذه المدونة التي صدرت من خلال التعلية الوزارية رقم 2، والتي صادق عليها وزير المالية لعزير فايد بتاريخ 4 ماي الجاري، تأتي "تجسيدا للالتزامات الحكومة، وفي إطار الجهود الرامية إلى النهوض بالقطاع والعمل المكثف على إرساء بيئة قانونية وأخلاقية في الحياة المهنية". وتتص المدونة، استنادا إلى التعليمات الموجهة من قبل وزير المالية، على "ضرورة الالتزام بالواجبات العامة من احترام لسلطة الدولة، والحفاظ على مصالح الأمة". وفي نفس السياق، تستند المدونة على "مجموعة قواعد وعدد من

## يرتقب أن تخص البنوك الإسلامية

# نحو اعتماد هوامش ربحية مدعمة في عمليات تمويل اقتناء سكنات

من المرتقب أن تتجه السلطات العمومية إلى اعتماد تدابير وإجراءات يتم من خلالها التكلّف بدعم هوامش الربح التي تحققها البنوك الإسلامية في الجزائر في عمليات تمويل اقتناء سكنات، وهو مع تجسيده سيدفع الراغبين في الحصول على السكنات إلى الإقبال للاستفادة من تمويلات السكن المختلفة، على اعتبار أن التكلفة التي يتحملها زبائن هذه البنوك ستخفّض.



### حفيظ صوابلي

● يشير خبراء في المالية لـ "الخبر" إلى أن اعتماد هوامش ربحية مدعمة (Marges de bénéfices soutenues) يعني أن الدولة تتكفل بدفع الحصة الأكبر من هامش الربح ولن يدفع المستفيد إلا هامشا أقل. وأوضح هؤلاء أن تنافسية البنوك الإسلامية التي تركز على تقديم خدمات بنكية تشاركية (Participative)، كانت ضعيفة في سوق تمويل السكن بالجزائر، بينما كانت البنوك الكلاسيكية تعتمد في المجال ذاته على تطبيق نسب فوائد ميسرة (Taux d'intérêts bonifiés) تتراوح ما بين 1 و3 بالمائة بقرار حكومي تم اعتماده منذ أكثر من 10 عشر سنوات، علما أنه اعتمد مرسوم تنفيذي رقم 10-87 صادر بتاريخ 10 مارس سنة 2010، يحدد مستويات وكيفية منح تخفيض نسبة الفائدة على القروض التي تمنحها البنوك والمؤسسات المالية لاقتناء سكن جماعي وبناء ريفي من قبل المستفيدين.

وحددت معدلات التخفيض المطبقة على القروض التي تمنحها البنوك والمؤسسات المالية لبناء سكن ريفي، عندما تكون مداخل المستفيد أقل بست مرات الأجر الأدنى المضمون أو تساويها، يتحمل المستفيد نسبة فائدة قدرها 1 في المائة في السنة. وعندما تكون مداخل المستفيد أكثر بست مرات الأجر الأدنى المضمون، يتحمل المستفيد نسبة فائدة قدرها 3 في المائة في السنة.

بالمقابل، تحدد معدلات التخفيض المطبقة على القروض التي تمنحها البنوك والمؤسسات المالية لاقتناء سكن ترقوي جماعي، عندما تكون مداخل المستفيد أكثر بمرة واحدة الأجر الأدنى المضمون وأقل أو مساوية ست مرات الأجر الأدنى المضمون، يتحمل المستفيد نسبة فائدة قدرها 1 في المائة في السنة. وبالمقابل، عندما تكون مداخل المستفيد أكثر بست

مستويات أدنى للهومش متوقعة مع تجسيد الإجراءات الخاصة بدعم هوامش الربح التي تحققها البنوك الإسلامية في الجزائر في عمليات تمويل اقتناء سكنات، فإن هذه الهوامش مرشحة لأن تعرف مستويات أقل. وحسب محاكاة تقديرية بالنسبة لاقتناء سكن مبرم مع مرقي عقاري عمومي في صيغة السكن الترقوي المدعم، يمكن أن تحدد الهوامش بـ 1.75 في المائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دينار و108000 دينار، وهامش 3.75٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دينار و216000 دينار.

ويمكن أن يكون الهوامش 3.75 في المائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دينار و540000 دينار، في حالة اقتناء سكن يعقد مبرم مع مرقي عمومي في صيغة سكن ترقوي عمومي، بالمقابل، وفي حالة اقتناء سكن في إطار عقد مبرم مع مرقي عقاري خاص، يمكن أن يكون الهوامش في حدود 2.25 في المائة، إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دينار و108000 دينار، وهامش 4.25 في المائة إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دينار و216000 دينار.

ح. ص

ويندرج التوجه في سياق فتح المجال للخدمات المصرفية التشاركية للتطور أكثر في السوق المالية الجزائرية والمساهمة في الشمول البنكي ومسمعي امتصاص الأموال المتداولة في السوق الموازية، مع مراعاة عدم تفضيل شريحة مهمة من الجزائريين من التعامل بالفائدة البنكية، ومن ثم فإذا تم تقليص تكلفة تعامل مع البنوك التشاركية التي تحرص على مطابقة خدماتها مع الشريعة الإسلامية، فإنه من المتوقع استقطاب نسبة معتبرة من تلك الفئة، علما أن جهودا بذلت خلال الأونة الأخيرة لفتح شبابهك إسلامية على مستوى البنوك، التي سجلت حصائل إيجابية في استقطاب الزبائن.

مرات وأقل باثني عشرة مرة الأجر الوطني الأدنى المضمون أو تساويها، يتحمل المستفيد نسبة فائدة قدرها 3 في المائة في السنة.

وتكون نسبة الفائدة التي تتحملها الخزينة هي حاصل الفارق بين نسبة الفائدة التي تطبقها البنوك والمؤسسات المالية، ونسبة الفائدة التي يتحملها المستفيد، وذلك حسب نوع السكن وخصص المداخل المحددة. وعادة ما كانت البنوك الإسلامية تلتقي إقبالا ضعيفا على اعتبار أن هوامش أرباحها في هذا المجال تتراوح ما بين 6 إلى 8 بالمائة، وبالتالي يجد زبائنهم أنفسهم يدفعون تكلفة أكبر لاقتناء سكنات مقارنة مع ما يدفعه زبائن البنوك الكلاسيكية.

### محاكاة الهوامش المتوقعة مع تجسيد تدابير التكلّف بالدعم

- اقتناء سكن يعقد مبرم مع مرقي عقاري عمومي في صيغة السكن العمومي المدعم هامش 1.75٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دج و108000 دج
- هامش 3.75٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و216000 دج
- اقتناء سكن يعقد مبرم مع مرقي عمومي في صيغة السكن العمومي الترقوي هامش 3.75٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و540000 دج
- اقتناء سكن في إطار عقد مبرم مع مرقي عقاري خاص
- هامش 2.25٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دج و108000 دج
- هامش 4.25٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و216000 دج
- بناء سكن ريفي أو بناء سكن فردي بلخز في شكل مجمع
- هامش 2.25٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 40000 دج و108000 دج
- هامش 4.25٪ إذا كانت المداخل الشهرية تتراوح بين 108000 دج و216000 دج

القانون الأساسي والنظام التعويضي يرى النور

## مخلفات مالية و12 منحة للأستاذ الجامعي

أعطى مجلس الوزراء المنعقد، أول أمس، الإشارة إلى أن القانون الأساسي للأستاذ الجامعي سيكون على رأس أولويات الدولة، ويكفي أنه كان أول قانون يشير إليه الرئيس ضمن قوانين الوظيفة العمومي التي خضعت للتعديل وأودعت لدى مصلحة الوظيفة العمومي من أجل المراجعة، وتجسيده كقانون ساري المفعول مستقبلا سيحمل امتيازات مهمة، ويكفي أن النظام التعويضي المرافق له حمل 12 منحة، 7 منها جديدة.



2022 بهدف ضمان حقوقهم المهنية والاجتماعية، وهي التي تولت صياغة القوانين الأساسية للفئات المذكورة لضمان المتطلبات الاجتماعية والعلمية والتكفل بحقوقهم المهنية وتحديد بكل وضوح واجباتهم نحو المؤسسات الجامعية والبحثية، التي ينتمون إليها، وكذا واجباتهم تجاه المجتمع.

ودرست اللجنة مع نقابات الأساتذة، المسار المهني والعلمي للأستاذ الباحث، الحريات الأكاديمية وحرية المشاركة في الهيئات والمنظمات الأكاديمية، الترتيب في قمة التسلسل السلمي لأسلاك موظفي الدولة، تكوين الأساتذة حديثي التوظيف، وتحديد شروط التوظيف والترقية في مختلف الرتب، كما تم التطرق لامكانية القيام بأنشطة التكوين المتواصل والخبرة والاستشارة وكذا تنظيم وضبط العمل الثانوي للأستاذ والباحث بالمؤسسات الجامعية العمومية، وحتى مؤسسات التكوين العالي الخاصة، وانتهت بالتفاهم الذي نتج عنه إيداع المشروع لمصالح الوظيفة العمومي.

هذا الموسم بمشروع "شهادة جامعية - مؤسسة ناشئة" التي ستجعل من الجامعة ليس مكانا للتكوين الأكاديمي فحسب، وإنما انطلاقة لدخول عالم الشغل، ناهيك عن الإصلاحات التي ستنتج عن الندوة الوطنية المنتظرة حول تقييم نظام ليسانس ماستر دكتوراه المعروف بالـ "آل. أم. دي"، التي ستحتاج جهودا مضنية من الأستاذ الجامعي والإجراءات المتخذة لصالحه هي استباقية لتحضيره جيدا للمهمة الجديدة.

وكانت "الخبر" قد استبقت موعد التوقيع عليه بكشفها عن تفاصيل المفاوضات بين الوزارة والشركاء الاجتماعيين وتحديثت عن جاهزية القانون للتوقيع على نسخته النهائية من قبل أطراف التفاوض وعدد المنح الجديدة التي تضمنتها، وأيضا المراجعة التي سجلت في القيمة المالية للمنح القديمة، وهذا بعد سنة كاملة من التفاوض بين الوزارة والشركاء الاجتماعيين، بدأت بتخصيص اللجنة المكلفة بمراجعة القوانين الأساسية الخاصة بالأساتذة الباحثين والباحثين الاستشفائيين الجامعيين والباحثين الدائمين في فيفري

### رشيدة ديوب

تطرق البيان الختامي لمجلس الوزراء المنعقد، أول أمس، إلى القانون الأساسي للأستاذ الجامعي وللنظام التعويضي، بعد أكثر من ثلاثة أشهر من توقيع الوزارة والشركاء الاجتماعيين على نسخة هذا الأخير وإيداعه لمصالح الوظيفة العمومي، ويُنتظر أن يستفيد الأساتذة الجامعيون وفق التغييرات التي تطرق لها هذا المشروع بعد الإعلان عنه من قبل مصالح الوظيفة العمومي، من مخلفات مهمة بالنظر إلى تضمنه 12 منحة، منها 7 منح جديدة، كما تضمن زيادات مهمة في المنح القديمة.

والقانون الأساسي المتعلق بالأستاذ الجامعي، هو مرسوم تنفيذي متمم ومعدل للمرسوم التنفيذي 08-130، أما بالنسبة للنظام التعويضي للأستاذ فهو نظام جديد مؤسس وليس معدلا ومتعمما للمرسوم التنفيذي 10-252، وبهذا فالدولة أعطت أهمية كبيرة للأستاذ الجامعي هذه المرة، خاصة مع التحديات التي أطلقت بالقطاع خلال السنوات الأخيرة وتعززت أكثر خلال